

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/Q/TUR/2  
20 octobre 2003

(03-5538)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

## NOTIFICATION EFFECTUÉE PAR LA TURQUIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 5 DE L'ACCORD SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION (NOUVELLES PROCÉDURES OU MODIFICATIONS DE PROCÉDURES)

### Réponses de la TURQUIE aux commentaires et questions des ÉTATS-UNIS<sup>1,2</sup>

La délégation de Turquie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 octobre 2003.

#### Question

*Toute prescription administrative particulière relative aux formalités de licences d'importation pour un certain nombre de produits agricoles, dont le blé, le maïs, le riz, les aliments pour animaux de compagnie, certains types de fruits figurant au chapitre 8 du SH, et les eaux-de-vie obtenues par distillation, autres que le whisky, figurant sous la position 2208 du SH, y compris toute limitation quantitative des importations autorisées au titre d'une même licence.*

#### Réponse

Il n'y a aucune prescription administrative en matière de licences d'importation pour les produits susmentionnés. Le document "Kontrol Belgesi", qui est utilisé à des fins de santé publique, n'énonce aucune prescription en la matière. C'est simplement un document administratif utilisé à des fins douanières et pour le contrôle des produits alimentaires, administré par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales, sur simple demande de l'importateur, indiquant que les produits agricoles importés sont pleinement conformes à la législation SPS. Ce document indique également l'importateur/exportateur, le pays d'origine, le poste de douane, la position statistique du produit importé dans le tarif douanier. Conformément aux règlements publiés, les produits importés sont contrôlés et testés en laboratoire et sont automatiquement mis en libre pratique sans restriction ni limitation. S'agissant des contrôles effectués dans le cadre des mesures sanitaires et phytosanitaires, la quantité de produits à importer est déterminée par les importateurs en raison des contraintes temporaires limitant la capacité des laboratoires. Toutefois, ces contraintes seront éliminées prochainement, le gouvernement turc ayant entrepris un vaste programme de modernisation des laboratoires.

---

<sup>1</sup> Voir les points convenus au sujet des procédures d'examen des notifications présentées au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (G/LIC/4).

<sup>2</sup> G/LIC/Q/TUR/1.

Question

*Nombre des licences d'importation accordées, nombre des licences refusées et volume des importations, pour les produits susmentionnés, ventilés par pays d'origine, pour les 24 derniers mois.*

Réponse

Comme il a été demandé, des échantillons statistiques sont présentés ci-dessous pour certains produits.

| Année | Marchandise                        | Nombre de documents | Volume des importations (en tonnes) | Nombre de licences refusées |
|-------|------------------------------------|---------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| 2001  | Maïs                               | 59                  | 535 254                             | -                           |
| 2002  | Maïs                               | 178                 | 1 172 000                           | -                           |
| 2001  | Aliments pour animaux de compagnie | 136                 | 4 925                               | -                           |
| 2002  | Aliments pour animaux de compagnie | 136                 | 5 959                               | -                           |

Question

*Organismes officiels turcs qui interviennent dans l'administration des formalités de licences d'importation pour les produits susmentionnés.*

Réponse

C'est le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales qui intervient dans l'administration et la mise en œuvre du "Kontrol Belgesi".

Question

*Légitimation juridique, en droit turc, de ces mesures.*

Réponse

Le fondement juridique du "Kontrol Belgesi" est le Décret n° 2003/5 relatif à la normalisation du commerce extérieur, publié au Journal officiel le 27 décembre 2002.

---